



Au secours Bolkestein revient !

Contre le projet de directive
meeting à Nantes, jeudi 2 février, à 20h30

Amphithéâtre Kernéls, faculté de médecine, rue Gaston Veil

Avec la participation de Francis Wurtz député européen communiste, Gérard Durant (confédération paysanne), Pierre Khalfa (union syndaire), Jacques Nikonoff (ATTAC)

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 800

26 janvier 2006

prix: 0,70 €

■ CHANTIERS NAVALS P 3 & 4

Nous reviendrons sur la vente des chantiers navals de Saint-Nazaire au groupe norvégien AKER et analyserons les enjeux industriels, économiques et humains de ce bradage au travers les nombreuses réactions que nous avons enregistrées.

Saint-Nazaire

Pour une navale
et une filière maritime
du 21ème siècle

FORUM CITOYEN
« Quelles propositions
Concrètes à gauche »

Vendredi 10 février 2006
20H30
Salon République
À Saint-Nazaire

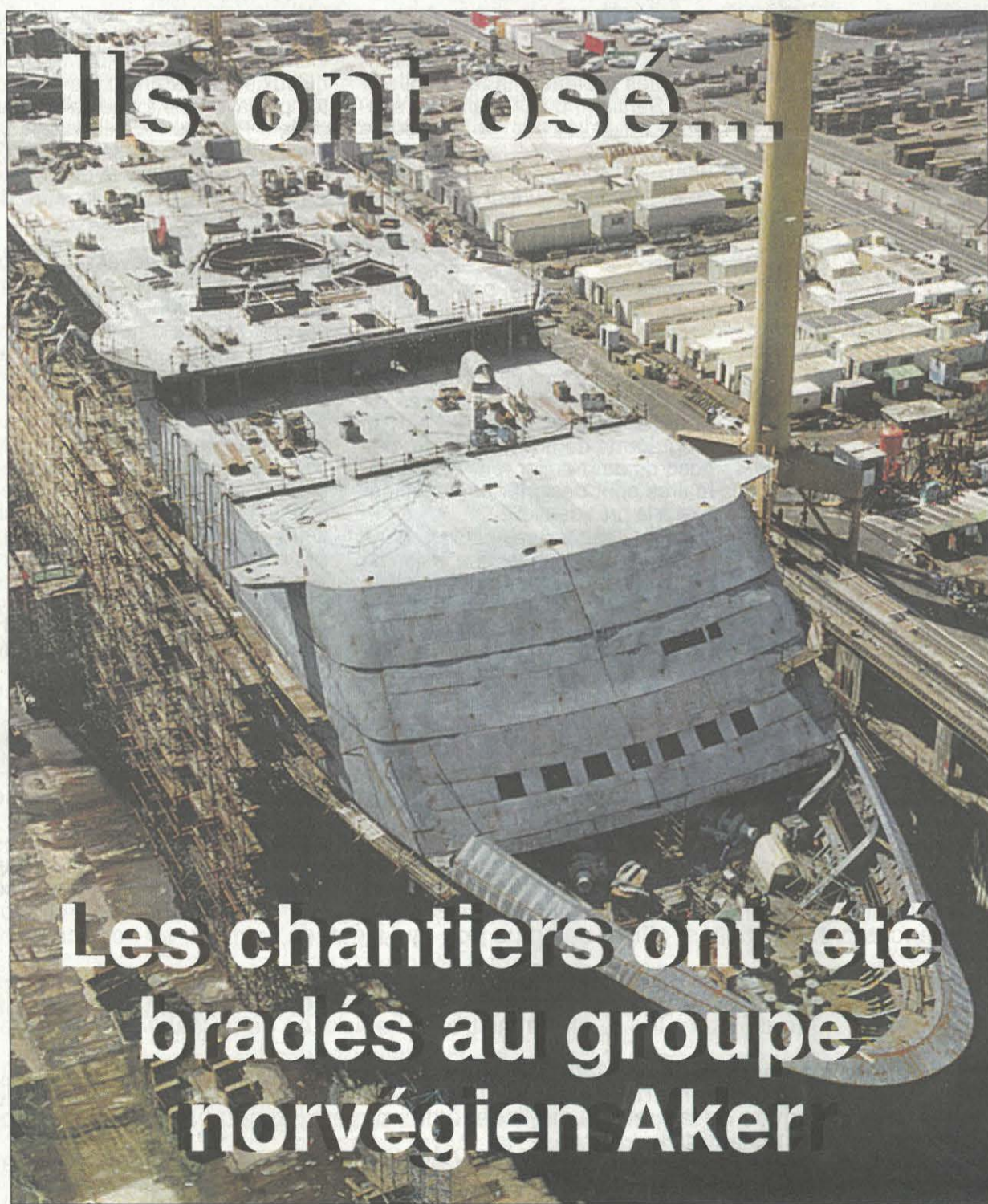
Une initiative du
Parti Communiste Français

■ SOUSCRIPTION «AUX NOUVELLES»

Chaque jours de nombreux chèques de souscription parviennent pour soutenir notre journal. Nous reviendrons dans notre prochaine édition sur cet élan financier autour des «Nouvelles».



www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com



Ils ont osé...

Les chantiers ont été
bradés au groupe
norvégien Aker

L'actualité politique...

EN BREF

Sacré Bayrou

Quand on est au centre, on n'est pas à gauche aurait pu dire La Palice. Il aurait eu une nouvelle fois raison à l'écoute des déclarations de Bayrou qui trouve que l'impôt sur les grandes fortunes est un mauvais impôt parce qu'il fait fuir de notre pays des contribuables importants. S'il parlait de Johnny Halliday c'est du «bas parisianisme» mais si il parle de ceux qui remplissent les coffres des banques des paradis fiscaux, la preuve est faite que l'homme est bien de droite.

Pas morte (1)

La constitution européenne revient sur le devant de la scène à la suite de l'initiative de deux députés européens vert et conservateur qui viennent de publier un rapport pour «l'entrée en vigueur en 2009» du traité. Peu importe pour ces gens que les peuples se soient prononcés contre le projet. Ce qui compte pour eux c'est de poursuivre coûte que coûte la construction libérale de la politique européenne. Une fois de plus la vigilance s'impose.

Pas morte (2)

Chirac lors de ses vœux au corps diplomatique a insisté sur les dangers d'un statu quo institutionnel qui condamnerait selon lui à terme l'Union Européenne. Quelles solutions pour le Président de la République ? Il prépare les propositions en concertation avec la nouvelle majorité de droite allemande qui pourrait déboucher sur des discussions lors du prochain sommet européen de juin prochain.

Ca baigne...

Jamais la politique n'aura été traitée avec autant de désinvolture qu'aujourd'hui dans notre pays. Dominique de Villepin en rajoute même en proposant lors de ses vœux «Que



chacun d'entre nous (...) ait à cœur, à chaque étape de sa journée de mettre quelques gouttes d'humour et de tendresse, car, croyez moi, cela rend la vie plus belle». Peut-être ne pensait-il pas au moment où il faisait cette déclaration aux SDF, aux chômeurs exclus et autres victimes de sa politique...

Les yeux ouverts

Les français ne sont pas dupe des résultats de la politique du gouvernement si l'on se réfère à une récente enquête d'opinion qui fait éclater au grand jour le pessimisme ambiant. 67% jugent la politique de De Villepin mauvaise, 77% ne sont pas confiant dans l'avenir économique de la France. Ils sont 77% à juger négativement la situation de l'emploi et 60% à craindre pour leur situation personnelle. Et bien chantez même si vous n'êtes pas satisfaits répond le premier ministre qui risque de se disputer la salle Gaveau avec son ministre de l'intérieur pour faire s'exclamer tout le pays.

Point de vue

Pascal ANDRE secrétaire général syndicat UFICT CGT des Chantiers de l'Atlantique.



L'annonce de la vente des Chantiers de l'Atlantique à l'un de ses principaux concurrents européens, Aker, a fait l'effet d'une douche froide aux salariés qui se rendaient au travail en ce

été publiées, force nous est de constater qu'une fois de plus c'est le PDG des Chantiers qui joue le chef d'orchestre. **En dehors de la CGT et des communistes personne ne se risque sur le terrain de la résistance.** Des autres syndicats, au gouvernement en passant par les politiques locaux, chacun salue l'événement comme la meilleure solution possible !

Pourtant dans la navale nous savons par expérience qu'en logique capitaliste un plus un ne fait que très rarement deux. Alors reste cette question: sommes nous confronté à un investissement d'Aker (pour une poignée d'euros) ou bien à la prise de contrôle total d'un concurrent redoutable ?

La responsabilité du gouvernement est totale dans cette

pitoyable affaire et c'est l'absence d'une véritable politique de construction navale, pour la quelle nous nous battons, qui engendre aujourd'hui cette situation.

Plus que jamais il nous appartient de construire ensemble les bases de cette navale du 21^e siècle que nous voulons et que nous gagnerons !

«Surprise, désarroi, sentiments de trahison et de bradage, mêlés d'inquiétude»

début janvier. Surprise, désarroi, sentiment de trahison et de bradage ont laissé place à l'inquiétude qui dépasse aujourd'hui l'entreprise.

Dans un contexte rendu très difficile qui préparait les esprits à un mauvais coup, cette nouvelle est présentée comme une chance à saisir pour cette activité primordiale de la région. Même si parfois des réserves accompagnent les nombreuses déclarations qui ont

Les grandes manœuvres

Quinze mois avant l'échéance des élections présidentielles en France, à gauche comme à droite la course est lancée pour ceux qui n'ont d'autres aspirations que de prendre le pouvoir.

Entre Sarkozy et Villepin, les hostilités sont déjà engagées sous l'œil attentif du Président de la République. D'un côté, un ministre de l'intérieur qui n'en fini pas de lancer des flèches empoisonnées contre le premier ministre et le locataire actuel de l'Élysée, de l'autre l'ami du Président, l'actuel détenteur des clés de Matignon qui, à pas de charge, engage le maximum de réformes libérales pour faire valoir demain «ses résultats» au peuple.

A gauche, la course est également lancée depuis le congrès du Mans au Parti Socialiste. Les éléphants du PS, les «présidentiables» comme aiment à les appeler les politologues, n'en finissent pas de rivaliser d'imagination non pas pour concrètement faire des propositions

sur la politique à mener demain, mais pour se montrer, faire parler d'eux, attirer coûte que coûte les micros et les caméras.

Nous avons même vu dernièrement les prétendants (e) s'envoler vers Santiago du Chili afin de soutenir officiellement la candidate sociale démocrate à l'élection présidentielle chilienne sans qu'il et qu'elle omettent surtout de répondre aux judicieuses questions posées à propos des futures échéances françaises.

Le Parti Socialiste, par l'intermédiaire de son premier secrétaire, accentue dans le même temps la pression pour obtenir dès les premiers jours de février un accord politique entre «toutes les forces de gauche présidentiables» sur un programme de gouvernement, des accords de premier tour et des primaires pour désigner une candidature à la présidentielle.

Un tel scénario reviendrait dans les faits à marchander une fusion de la gauche autour du Parti Socialiste sans contenu, sans aucune certitude quant à la politique proposée. Cette conception du rassemblement est d'autant plus critiquable que

l'heure est aujourd'hui au débat sur le contenu notamment chez les communistes à la veille de leur congrès national. Les Verts, le Parti Communiste, la LCR pour ne citer qu'eux se déclarent dans le même temps favorable à une candidature de leur Parti aux présidentielles ce qui renforce la pression voire le chantage exercé par la direction du Parti Socialiste à l'encontre des autres forces de gauche.

L'argument développé par François Hollande et ses amis qu'une candidature unique à gauche s'avère déterminante pour battre la droite en regard des dernières élections présidentielles n'est pas recevable car, en 2002 il y avait 8 candidats de gauche au premier tour et autant de droite. Ce n'est donc pas la multiplication des candidatures à gauche qui a fait qu'elle n'était pas au second tour c'est autre chose, c'est son programme, ses propositions, ses engagements à rompre ou pas avec le libéralisme. C'est donc bien de ces questions qu'il faut débattre aujourd'hui comme le proposent les communistes.

De vous à moi...

La salle Gaveau est par habitude un lieu de culture où se produisent des artistes de classe internationale et notamment de musique classique.

Se prenant pour le roi dont on ne sait quoi, le sieur Sarkozy a voulu se prendre pour l'un des locataires de cet illustre lieu pour y faire un nouveau show médiatique bien retransmis par les médias en remplissant le théâtre de journalistes dûment convoqués afin de présenter ses vœux. Mais jusqu'où iront les prétentions du ministre de l'intérieur, qui n'a plus en tête que les prochaines échéances présidentielles, qui ne sait plus trop qui il est, ce qu'il fait, au nom de qui il parle.

Rendez vous compte, dans cette escalade médiatique «digne» des grands rendez-vous des ténors de l'extrême droite il parle de ce que devrait être la République, du rôle du Président, il donne son avis sur ce que doit faire le premier ministre, sans aucune gêne, sans aucune retenue.

Il ne sait plus si il parle au nom du ministre de l'intérieur qu'il est, du président de l'UMP ou du futur probable candidat à l'élection présidentielle, il parle, c'est ce qui lui importe, il parle de tout, mélangeant sa vie privée de laquelle je me fiche, à des projets inquiétants pour notre quotidien et notre sécurité et nos libertés.

Ce dernier épisode des shows sarkozien confirme le danger que représente cet homme si par malheur il arrivait à ses fins.

Y.C.

VITE LU VITE DIT

Inauguration

Le 12 février à 10 heures, sera inauguré à la Chapelle Basse Mer sur le carré des fusillés Espagnols du procès des 42 une stèle. Ce



mémorial est l'œuvre d'Ekkehart Rautens-trauch un plasticien nantais d'origine allemande. Le collectif et le comité du souvenir ont ouvert pour financer leur initiative une souscription auprès des particuliers et des collectivités.

L'érection de ce monument et les cérémonies placées sous le parrainage de Monsieur le Préfet de Région, du Conseil Régional et du Député Maire de Nantes, du Maire de la Chapelle Basse Mer, reçoivent le soutien de nombreuses personnalités. Madame Lise London espère pouvoir accompagner les familles de deux des cinq résistants qui pour la première fois vont découvrir le lieu de sépulture de leur père, frère ou aïeul. Nous reviendrons sur le déroulement des cérémonies dans nos prochaines éditions. Cependant le collectif annonce que le dimanche 12 février un repas rassemblera, autour des familles de fusillés espagnols et française, tous les amis qui le souhaitent (dans la limite des places disponibles) Inscriptions auprès de Mme Trarieux 11 allée de Montsereau 44230 Saint Sébastien sur Loire (joindre un chèque de 15€ à l'ordre du comité départemental du souvenir des fusillés).

Alstom : ensemble imposons d'autres choix

Déclaration des élus communistes de Saint-Nazaire et de la Brière

Le Président de la République lance, chaque jour, des appels vibrants au «patriotisme économique», son Premier ministre fustigeant les «déclinologues» qui ne croient pas au «destin de la France», nous invite à «repandre goût et confiance en la politique», dans le même temps, tous deux cautionnent un projet qui sacrifie les intérêts sociaux et nationaux du pays sur l'autel des profits financiers.

L'expérience montre qu'un tel rapprochement capitaliste se fait toujours au détriment de l'emploi. Les spéculateurs ne s'y sont pas trompés. Le fait d'annoncer ce projet de regroupement a fait grimper l'action Alstom générant un gain de 400 millions d'euros de la valeur bour-



sière de l'entreprise !

C'est notre maîtrise technologique et industrielle dans une filière essentielle pour la croissance de la valeur ajoutée française et européenne, qui serait mise en cause. Ce sont des milliers d'emplois et tout un savoir-faire qui seraient mis en danger à Saint-Nazaire et en Loire-Atlantique. Ce sont des possibilités de coopération en France et en Europe qui seraient mises à mal dans un secteur promis à une activité forte et durable.

Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et décréter sans tarder un

moratoire sur cette décision.

Cela doit permettre un examen contradictoire des raisons invoquées par la direction du groupe pour abandonner les Chantiers de l'Atlantique. Le Comité d'entreprise doit pouvoir, à cette occasion, élaborer des solutions alternatives favorables à l'emploi, en liaison avec les élus des territoires et de la Nation.

Si des difficultés sont établies, alors le gouvernement doit s'engager à réaliser, avec les banques et le groupe Alstom lui-même, un montage financier permettant le maintien et la modernisa-

tion des emplois, la diversification des productions et des recherches, les mises en formations nécessaires.

Nous exigeons du gouvernement qu'il réunisse une table ronde nationale sur l'avenir de la construction navale en France et en Europe impliquant les syndicats de salariés, les élus locaux, nationaux et européens. Elle devrait examiner les coopérations nouvelles nécessaires entre les différents atouts nationaux ainsi que les coopérations et coproductions possibles avec les différents acteurs européens. A terme, le Parlement devrait être saisi d'un plan de relance de la construction navale et de la filière maritime, y compris pour changer le cadre européen dans ce domaine.

Ces propositions doivent être débattues, enrichies, défendues, imposées par notre peuple, par toutes les forces de gauche et de progrès.

Roger David, Hubert Delahaie, Marc Justy, Jean Louis Le Corre, Christian Saulnier

Alstom les droits des salariés bafoués

Les droits des salariés et de leurs représentants bafoués.

Les comités d'entreprises régis par la loi de 1946 exercent principalement leurs droits économiques sur tout ce qui concerne l'impact de décisions de gestion dans la vie des salariés, en bref, les décisions telles que celles prises par Alstom devraient faire l'objet d'une consultation des comités d'entreprises et du comité central d'entreprise.

Que s'est-il passé en réalité ?

A l'initiative du préfet et du patron des chantiers, une réunion s'est tenue la veille avec la participation des présidents de région, du département et le maire de St-Nazaire. Mieux même, la presse sera informée pour titrer avant le C.E. le contenu de l'accord. Le C.E. se tiendra «pour la

forme».

Ceci est inacceptable, la démocratie bafouée, les salariés et leurs représentants méprisés. La bourse par contre bien informée apportera sa contribution spéculative avec une hausse importante du titre d'Alstom.

Pourquoi cette procédure ? Pourquoi ce mépris ? Qui construit les bateaux ? Qui font aujourd'hui la valeur des bateaux ?

Alstom a un comportement pitoyable dans l'affaire. Après avoir raflé la mise en 2003 (3,5 milliards d'euros) pris dans la poche des contribuables, c'est la poursuite d'un mépris pour la nation. Et pourtant, il faudrait refaire un peu d'histoire pour parler du développement d'Alstom principalement lié au secteur public (le TGV et turbines de centrales nucléaires).

L'exigence d'un moratoire devrait être forte, le gouvernement doit en prendre la responsabilité

Réactions nuancées au PS

Joël Batteux Maire de Saint-Nazaire accueille la nouvelle positivement en estimant qu'il «s'agit de la meilleure solution possible pour assurer le développement de la construction navale à Saint-Nazaire». Il préserve tout de même ses arrières en cas de difficultés futures (qu'il n'écarte pas) en déclarant «Il reste un ensemble d'interrogations qui génèrent des inquiétudes bien compréhensives : celles de voir les Chantiers de l'Atlantique progressivement réduits au statut d'un simple site de production sous-traitant».

Yannick Vaugrenard député PS européen déclare lui que «Le rachat des Chantiers par AKER signe l'abandon de la responsabilité française de notre construction navale» avant de poursuivre son propos en déclarant «Méfions nous d'un optimisme béat que nous pourrions fort regretter d'ici quelques années».

Banquet de la fédération

N'oubliez pas de faire votre réservation auprès de votre section ou de la fédération afin de participer au banquet de la fédération le vendredi 3 février salle de l'Estuaire à Couëron. Pour tous renseignements sur les conditions de réservation ou de transports gratuits en partance de la région nazairienne téléphonez au 02 40 30 05 00.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication :

Yannick CHÉNEAU

Commission paritaire :

N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes

44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00

Fax : 02 40 35 40 55

e-mail : nouvelles.loire-atlan-

tique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



Le dossier.

Chantiers navals

Alstom brade la navale au non de sa logique financière



C'est une nouvelle bombe qui est tombée sur Saint-Nazaire en ce tout début 2006 avec l'annonce «du largage» par Alstom des chantiers nazairiens au groupe norvégien Aker. Ce dernier devenant après cette restructuration le quatrième constructeur de navires dans le monde.

En vendant 75% de ses parts pour «la modique somme» de 50 millions d'euros, Alstom sacrifie la construction navale de notre pays afin précise-t-il «de se recentrer sur le nucléaire et les TGV». Le géant français répond ainsi à sa logique financière sans se soucier des intérêts nationaux et des forts besoins

mondiaux de la construction navale en forte hausse. Ce sont l'emploi et les investissements qui en pâtissent.

Immédiatement la bourse a réagi en enregistrant une hausse de 6,2% de l'action du groupe saluant ainsi la vente de la branche navale permettant de «regonfler» sa trésorerie et ses flux disponibles.

Cette nouvelle opération financière d'Alstom intervient après le plan de restructuration de 2003 qui avait conduit à quelques 8500 suppressions d'emplois dans le monde, plan qui avait d'autre part obtenu la bénédiction de Nicolas Sarkozy alors ministre de l'économie accompagné d'un chèque de recapitalisation de 2 milliards d'euros.

Céder les actifs est une façon de gonfler la tré-

sorerie disponible et donner ainsi des encouragements aux opérations financières sans pour cela se soucier de l'emploi et des intérêts nationaux.

Une telle opération met en exergue le fossé qui se crée entre la finance, l'emploi et l'intérêt national. En effet, la croissance du fret maritime tant au niveau mondial

que national implique une explosion de la demande des bateaux de marchandises. Un tel abandon de notre construction navale nous place pour le moins dans une position plus délicate et en tout état de compte en situation de sous-traitance.

- Quelles seront demain les décisions du groupe

Aker devant les orientations de l'Union Européenne de diminuer d'une façon significative le nombre de chantiers navals en Europe ? - Qu'advient-il, suivant le choix du groupe norvégien, de la part que peuvent prendre les

Chantiers de l'Atlantique dans la construction des centaines de navires dont le commerce international a besoin, sachant que les directives d'Alstom ont jusqu'à présent éloigné le chantier nazairien de ces marchés en le cantonnant aux paquebots de luxe.

- Que seront, pour les nouveaux dirigeants, les lendemains et l'avenir d'un joyau industriel national laissé depuis

plusieurs années au nom de la compétitivité à une sous-traitance abusive et à une utilisation outrancière d'une main d'oeuvre exotique surexploitée au détriment de l'emploi stable et performant ?

Ce sont à toutes ces questions qu'il s'agit maintenant de répondre. Elles aboutiront grâce à la détermination résolue que nous aurons pour maintenir le tissu industriel dans notre département.

Les communistes quant à eux, à l'exemple des multiples initiatives qu'ils ont tenues depuis des décennies pour la défense et la place des chantiers navals dans notre département, ne ménageront pas leurs efforts.

Le prochain forum à Saint-Nazaire, la pétition en cours, ne sont que les premières initiatives qui en appellent déjà d'autres.

«Ce sont l'emploi et les investissements qui en pâtissent»

Michel Rica

«Il existe d'autres choix que cette fuite en avant»



Le 14 novembre, devant 600 personnes à Saint-Nazaire, Marie-George Buffet faisait des propositions concrètes pour une filière maritime et une Navale du 21^e siècle. Elle déclarait : «Comment ne pas être étonnés par le manque d'ambition d'Alstom et des pouvoirs publics pour les Chantiers navals de Saint-Nazaire ? La plupart des échanges de marchandises à travers la planète, se font par bateau. Dans les prochaines

années, il faudra construire au minimum 3 000 navires. Les enjeux en termes de performance et de sécurité, en termes de respect de l'environnement sont énormes...

Il est nécessaire que le développement de la filière maritime et que le développement des Chantiers, soient soutenus par une volonté politique déterminée. Il faut se battre au niveau européen pour faire valoir la nécessité de coopérations nouvelles...

La stratégie d'Alstom est une question publique et démocratique. Ses conséquences et les enjeux qui en résultent sont trop importants pour que les choix soient faits en dehors de tout débat et de toute intervention citoyenne.

Comme nous le craignons, au mépris de l'indépendance nationale et des engagements ministériels de se donner les moyens de développer une vraie politique industrielle dans notre pays, c'est la grande braderie qui commence, les yeux

rivés sur la Bourse et le rendement de l'action, servi aux actionnaires.

Cela est d'autant plus inacceptable que l'État avait recapitalisé Alstom en 2003. Les pouvoirs publics et le groupe ont, d'un commun accord, décidé de brader l'expérience et le savoir faire, l'avenir de milliers de salariés en vendant le site au plus offrant.

Il existe d'autres choix que cette fuite en avant ultralibérale qui nous conduit au désastre.

Notre volonté de construire un autre avenir pour les Chantiers, pour Saint-Nazaire et sa région, est partagée par la majorité des gens que nous rencontrons. Il faut qu'il soit débattu, défendu, imposé par notre peuple, par toutes les forces de gauche et de progrès et les syndicats.

Pour leur part, les communistes exigent que le gouvernement revienne sur la décision du groupe Alstom et que celui-ci engage sans attendre une politique industrielle diversifiée et ambitieuse.

Ils ont dit :



Yannick Peletier
secrétaire régional du PCF

Fer de lance de l'emploi dans notre région, les Chantiers de Saint-Nazaire ont été pendant des décennies créateurs d'emplois tant dans la région nazairienne, le département de la Loire Atlantique que dans la région des Pays de la Loire. Ce sont les choix industriels fait à la fin des années 90 qui ont réduit la capacité de production des chantiers, prémices de la situation actuelle.

Le comité régional du Parti Communiste propose que notre région des Pays de la Loire s'engage à porter une politique industrielle ambitieuse ; il est nécessaire que les chantiers navals soient soutenus

par une volonté politique régionale. Il faut que notre région se batte au niveau européen pour faire valoir la nécessité de coopérations nouvelles.

Le choix qui a été fait n'est pas le bon. Mais salariés, population, élus peuvent ensemble porter d'autres propositions permettant une relance de la construction maritime et de la filière maritime pour une navale du 21^e siècle



Thierry Breton Ministre
de l'économie et des finances

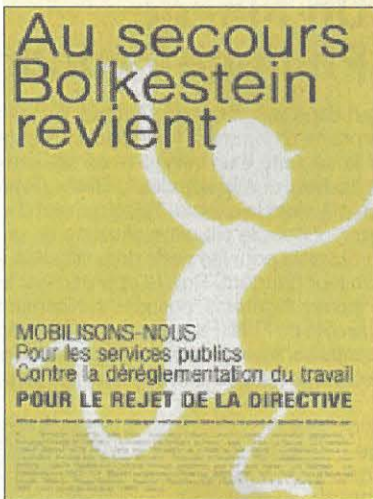
Alstom est une entreprise privée qui a décidé d'adosser son activité des chantiers navals à un leader. C'est une décision qui tend à faire de cette entreprise un leader européen pour devenir un leader mondial. Elle va donc dans le bon sens. Nous nous réjouissons de pouvoir avoir une des entreprises de chantiers navals les plus performantes au monde.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Meeting à Nantes 2 février

Faculté de Médecine avec



G. DURAND
Confédération
paysanne

P. KHALFA
Union syndicale
Solidaire

F. WURTZ
PCF

J. NIKONOFF
ATTAC

Pour une vraie réforme

Les ménages les plus fortunés peuvent remercier le Conseil constitutionnel. Il valide les principales dispositions de la loi de finances pour 2006, à l'instar du fameux bouclier fiscal, lequel est une véritable aubaine pour les contribuables assujettis à l'ISF. En prime, le Conseil est allé encore plus loin en abrogeant, sous un motif de «complexité» pour le moins surprenant, l'article relatif au plafonnement des niches fiscales, permettant de fait aux mêmes contribuables de pouvoir continuer à tirer pleinement parti de toutes les dérogations au droit commun aujourd'hui existantes.

Nouvelle réduction des droits des chômeurs

L'accord sur l'Unedic signé par la CGC, la CFDT et la CFTC aura pour conséquence de réduire le droit d'indemnisation de 23 à 12 mois de 100 000 chômeurs. 20 000 seulement seront mieux indemnisés. Des allocations sur 23 mois nécessiteront 16 mois de travail (au lieu de 14) dans les 26 derniers mois (au lieu de 24). En échange le patronat a consenti à une augmentation de 0,04% des cotisations, qui concerne aussi les salariés.

Une régression de plus !

Depuis le 1^{er} janvier 2006, la loi Fillon fait obligation aux collèges et lycées d'organiser et de pourvoir au remplacement des professeurs absents entre les enseignants disponibles au sein d'un même établissement, lorsque l'absence est inférieure ou égale à 15 jours. Une telle mesure conduit les établissements à assumer seuls la pénurie de remplaçants, consécutive des choix budgétaires gouvernementaux.

Par ailleurs, sous le masque du pragmatisme et de la nouveauté, le ministre Robien ressort la vieille idée de la «bivalence» des enseignants, c'est à dire un expédient purement comptable qui ne tient aucun compte des exigences des disciplines et des qualifications.

Immigration jetable

Le document de travail du gouvernement daté du 18/12/2005 qui prépare une nouvelle réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile peut être qualifié d'inhumain. Il conduit à une négation radicale des droits fondamentaux de la personne. Il prépare la disparition du droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants, de toutes celles et ceux qui construisent leur vie en France. Il entérine la quasi-disparition de cet outil d'intégration qu'était la carte de résident. Il s'attaque aux malades.

Emplois/salaires : incontournables

Le financement de la protection sociale pose un vrai vrai problème au gouvernement et au patronat.

En ce début d'année après avoir mis en œuvre les mesures terriblement injustes concernant l'assurance maladie (sanctions financières pour ceux qui sont hors du parcours de soin, déremboursements, augmentation du forfait hospitalier, franchise de 18 euros), et devant l'incapacité de la loi Douste-Blazy à régler le déficit de la sécurité sociale, le président Chirac annonce une réforme du financement de la protection sociale.

Une réforme est en effet indispensable pour répondre aux besoins de la population. Mais laquelle ? Une réforme pour donner plus de moyens aux politiques de santé, familiale, pour augmenter les retraites ? Ou une réforme qui réponde au diktat des marchés financiers et du MEDEF ?

Rappelant dans les années 90 l'instauration de la CSG comme «indispensable», Chirac a proposé «une nouvelle réforme concernant cette fois les cotisations patronales». Il propose de basculer une fraction de ces cotisations patronales sur une assiette composée de l'ensemble de la valeur ajoutée (cumul des salaires, des impôts et prélèvements sociaux, des profits) des entreprises. Ses propositions sont-elles de nature à lutter contre les délocalisations, à créer des emplois, à combler le déficit de la sécurité sociale comme il le dit ? **Nous pensons que non.** La raison fondamentale du déficit de la Sécu, c'est la gestion des entreprises par le chômage, la précarité, les bas salaires, le cancer de la financiarisation. Baisser le coût du travail ne ferait qu'accentuer ces maux.

Pour accroître durablement les recettes de la Sécu et inciter les entreprises à développer emploi, formation et valeur ajoutée en France, le PCF propose une modulation du taux des cotisations sociales patronales faisant payer plus celles qui baissent la part des salaires dans la valeur ajoutée et recherchent les placements financiers.

Notre modèle social est basé sur la justice et la solidarité. La protection sociale, les services publics, les garanties collectives en sont les axes essentiels. Arrêtons de les casser. Donnons leur les moyens de se développer.

La casse du code du travail

Sur une même ligne, gouvernement et MEDEF continuent avec une accentuation forcée ces dernières semaines, leur offensive pour vider le code du travail de son contenu, résultat de décennies de luttes et d'avancées sociales.

C'est ainsi que Dominique de Villepin n'en fini pas d'inventer de nouveaux contrats de travail qui, sous couvert de répondre au douloureux problème du chômage va flexibiliser à l'extrême la vie salariée de millions de salariés parmi lesquels les jeunes, les personnes en dif-

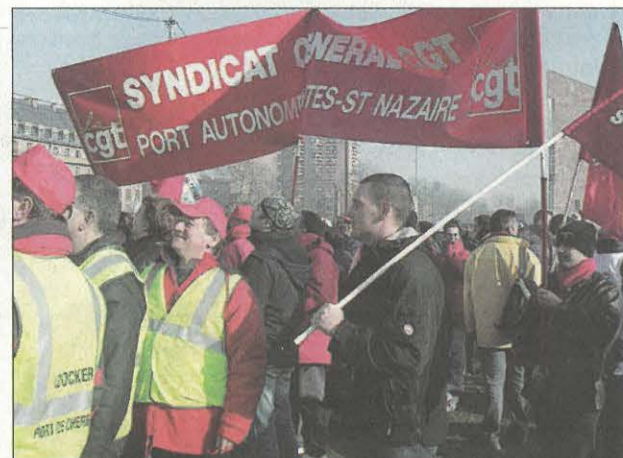
ficultés d'emplois et celles approchant l'âge du départ en retraite.

De son côté Laurence Parisot Présidente du MEDEF lors de son show de rentrée en rajoute une couche en demandant tout simplement de mettre à plat la réglementation du temps de travail et une nouvelle fois s'attaque au SMIG en demandant que la décision économique que

Les ports contre les directives libérales européennes

Le 29 septembre 2003, à l'appel de la fédération nationale des ports et docks CGT, de sa structure européenne IDC, de celle des

appelé à 48 heures de grèves, et ETF à de nombreux arrêts de travail. Pour information : 7 avions ont été affrétés par les espa-



ports du nord ETF, 13000 travailleurs portuaires européens avaient manifesté à Rotterdam et Barcelone pour lutter contre la directive visant à déréglementer les services portuaires.

Le 20 novembre 2003, le parlement européen avait rejeté ce texte ultralibéral. Les 17 et 18 janvier 2005, la commission de Bruxelles tente de faire passer en force une directive semblable à la précédente au parlement européen sous prétexte de l'entrée de nouveaux pays dans l'Union européenne en 2004. C'est pourquoi, le 5 janvier 2005, s'est tenue une réunion au Havre avec une centaine de délégués syndicaux portuaires de différents pays européens afin d'organiser une euro manifestation de grande ampleur qui a eu lieu le 16 janvier 2006 à Strasbourg. IDC avait

gnols, un de 650 personnes de Marseille, de nombreux cars venant des différents ports français dont 2 du port autonome Nantes-St-Nazaire et des dockers nantais et nazairiens ainsi que d'autres d'Anvers. De fortes délégations de Suède, de Norvège, de Finlande, Portugal, Chypre, Malte étaient également présentes. Et une première : une délégation des Etats-Unis et d'Australie a participé à cette manifestation. Environ 10 000 personnes se sont mobilisées pour faire échec à ce second texte. En bref, une belle réussite.

L'action a payée, la preuve, les députés européens ont largement rejeté le projet de libéralisation des ports par 532 voix contre 120 et 25 abstentions. Notons qu'en 2003 le même texte n'avait été rejeté que par 5 voix d'écart.

constitue la fixation du salaire minimum sorte du champ politique.

C'est ainsi, avec un objectif pour 2007 (n'y aurait-il pas là une relation avec les

échéances électorales) que la patronne des patronnes se fixe «une feuille de route» en proposant de publier toutes les propositions dans «un livre blanc» qui constituerait «un nouveau modèle français».

Ces premiers jours de janvier sont marqués par une offensive sans précédent d'une vague libérale qui s'abat sur le monde du travail. Laurence Parisot félicite sans réserve le gouvernement pour son travail et encourage dans le même temps les patrons à influencer encore davantage la politique.

La lutte des classes n'est assurément pas morte, au contraire, l'actualité quotidienne nous le prouve à tout moment.



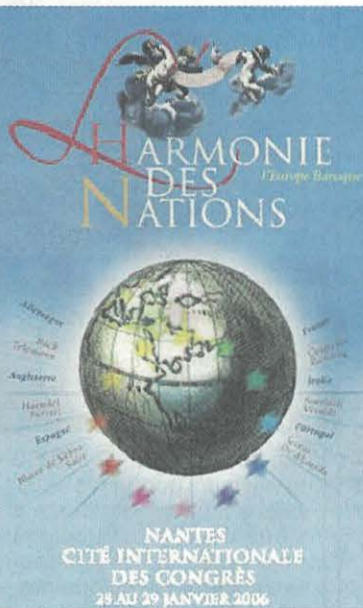
Evènements, culture, idées.

Folles journées

pour mélomanes en quête de places

Du mercredi 25 au dimanche 29 janvier 2006, la 12^e édition de la Folle journée, intitulée «L'harmonie des Nations», est consacrée à la riche période 1650-1750. On y interprète des oeuvres de compositeurs allemands: Bach, Telemann; français: Couperin, Rameau; anglais: Haendel, Purcell; italiens: Scarlatti, Vivaldi; espagnols: Blasco de Nebra, Soler et portugais: de Almeida, C. Seixas. Certes, sur la brochure de programmation, l'offre était-elle alléchante: 238 concerts, de 45 minutes à une heure maximum chacun, de 9h. à minuit, au prix très compétitif - de 6 € à 27 €, pour le grand concert de clôture - se succèdent sans désembrer pendant ces 5 jours, sans oublier les 35 concerts pour les scolaires à 4 €. Pour l'occasion, toutes les salles de la Cité des Congrès de Nantes, de la plus grande à la plus petite, sont rebaptisées: de l'Auditorium Reine Mary (2000 places) au salon Cardinal Ottoboni (80 places), la Grande Halle Saint Marc étant la plaque tournante du dispositif. En outre, la folle journée élargit cette année sa décentralisation dans tous les Pays de Loire: du 20 au 22 janvier, elle avait déjà proposé 150 concerts

dans 11 villes, jusqu'à l'île d'Yeu, et en Loire Atlantique à Saint-Nazaire. L'affiche est donc plus qu'attrayante: orchestres



symphoniques, chœurs, petites formations de musique de chambre baroque, solistes, etc. Pour l'occasion, institutions, sponsors et partenaires médias se mobilisent: entre autres, Nantes, Région et Conseil général; Total, BNP Paribas; Arte, FR3, France Bleu, FIP, Le Monde, Ouest-France... Tout pour séduire. Mais, hélas, la fête promise peut tourner au cauchemar, qui met vos nerfs à rude épreuve. A moins de faire une

confiance aveugle au grand ordonnateur de la fête, René Martin, se construire un parcours raisonné dans une telle offre s'avère vite mission impossible. Une course d'obstacles sans pitié, qui s'apparente peu à peu à des soldes compulsives.

Les réservations s'ouvrent un beau samedi matin du début janvier, avec plusieurs centaines de mètres de queue devant le Palais des Congrès. Sauf à passer cette nuit d'hiver du vendredi au samedi dehors, pour être parmi les premiers, il a fallu attendre d'abord plusieurs heures pour obtenir... un ticket d'attente. Et ce n'était alors que partie remise. Il faudra attendre encore qu'on appelle votre numéro, quelques heures plus tard. Vous avez toujours la ressource de rentrer chez vous et d'appeler toutes les heures pour savoir où on en est. Quand votre tour arrive, le dimanche après-midi, vous vous déplacez une nouvelle fois pour apprendre qu'une bonne partie des concerts que vous souhaitiez sont déjà complets. Il ne reste plus, dans la précipitation, qu'à vous rabattre sur d'autres. Certes, tous sont a priori bons, réservant d'excelentes surprises et décou-

vertes. Mais votre beau plan de parcours s'envole en fumée, et bonjour les trous et les heures creuses dans votre programme! Après plusieurs années d'une telle expérience, vous pouvez avoir eu recours à la réservation, supposée plus maligne, par Internet ou par téléphone. Mais ça ne vaut pourtant guère mieux: elle ne débute que le lendemain dimanche, et lorsque vous parvenez à vous connecter ou à obtenir la ligne, la plupart des concerts souhaités sont tout aussi complets. Retour à la case départ. Si vous le pouviez, il aurait mieux valu s'adresser d'emblée aux offres culturelles de votre Comité d'Entreprise. Ces collectivités disposent d'une billetterie à part, avec des possibilités de réservation collective en nombre sur un contingent de places pour les meilleurs concerts. Mais alors, vous n'avez guère plus de maîtrise sur le choix des concerts, et vous ne pourrez pas non plus profiter de cette aubaine tous les ans. Aussi, de guerre lasse, à l'issue de vos folles mais vaines journées de quête de places, il ne vous restera donc plus qu'à écouter France-Musique, ou à regarder Arte! Avec à l'âme, beaucoup de regrets et une grande frustration musicale.

Coup de cœur

La Trahison Un film de Philippe Faucon

Algérie, 1960, quelque part dans le sud-est de l'Algérie. À la tête d'un poste isolé d'une trentaine d'hommes, le lieutenant Roque a pour mission d'assurer la sécurité d'un village et de ses environs. Parmi les soldats, se trouvent quatre appelés «FSNA» (Français de souche nord-africaine), dont le caporal Taïeb qui sert d'interprète à Roque. Ni guerre, ni paix, la situation consiste en une attente active, longue, éprouvante pour les nerfs des militaires et de la population locale. Un jour pourtant, Roque apprend par sa hiérarchie que les quatre jeunes Algériens, passés secrètement, selon certaines sources, du côté du FLN (Front de libération nationale) fomenteraient un attentat contre la garnison française. Alors, commence entre Roque et lesdits suspects un étrange rapport de méfiance et de doute...

Le film de Philippe Faucon présente la Guerre d'Algérie à travers le prisme d'une histoire vécue par un jeune appelé, le sous-lieutenant Claude Sales, qui en a tiré un livre publié en 1999. Il fait réfléchir aux aspects quotidiens et humains de la Guerre d'Algérie, du côté des appelés du contingent comme de celui de la population algérienne. Il pose aussi la question centrale de l'articulation entre l'histoire de la guerre d'Algérie et les mémoires de ses protagonistes.

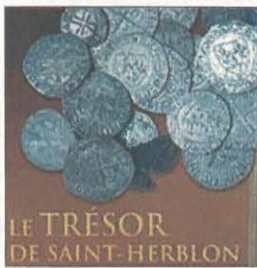


Sa force, malgré sa lenteur délibérée, vient de ce qu'il décrit parfaitement le profil psychologique aussi bien des militaires français, qui agissent par devoir même s'ils désapprouvent la torture et le déplacement des populations, que celui des appelés musulmans déchirés par un sentiment de culpabilité et de trahison envers leur pays et les leurs, stigmatisés en tant que harkis, qu'à l'égard de leurs compagnons français, dont ils partagent le quotidien. La Trahison ne prétend pas être un film «sur» la Guerre d'Algérie. C'est une histoire vécue, à un moment donné (1960) et un endroit précis du conflit, un poste isolé dans le Sud-Est algérien. C'est de sa rigueur et de son authenticité qu'il tire toute sa force dramatique.

Cette coproduction franco-belge, tournée entièrement en Algérie à Boussaâda, repose sur les épaules de jeunes acteurs français et algériens, notamment Vincent Martinez, Cyril Trolley, Ahmed Berrhama, Walid Bouzham, Mehdi Yacef, Jean-Michel Vovk. Une véritable histoire humaine qui replace la guerre d'Algérie dans son contexte psychologique et fait la lumière sur le quotidien des militaires et des appelés musulmans au sein de l'armée française.

Sortie le 25 janvier 2005

Exposition...



LE TRÉSOR DE SAINT-HERBLON

La maison du département d'Ancenis propose l'exposition «Le trésor de Saint-Herblon» jusqu'au 4 février 2006.

Ce trésor a été caché entre 1389 et 1405, à l'époque où les troupes du duc de Bourgogne occupent le château d'Ancenis pour calmer le conflit entre Olivier de Clisson et le duc de Bretagne. Il est composé d'une vingtaine de pièces d'argent et de cuivre au nom du roi Charles VI (1380-1422). Découvert en 1899 dans les décombres de l'église de Saint-Herblon récemment incendiée, un sceau se trouvait à proximité. Peut-être s'agit-il de la signature de son propriétaire...

Ces pièces conservées habituellement au Musée départemental Dobrée sont à découvrir dans le cadre d'une exposition présentée à la Maison du Département d'Ancenis.

Ouverture au public, 40 place Saint-Pierre à Ancenis: lundi au vendredi 9h - 12h30 et 13h30 - 17h30, samedi de 9h à 12h30. Entrée libre.

Lire

Marcel REGGUI

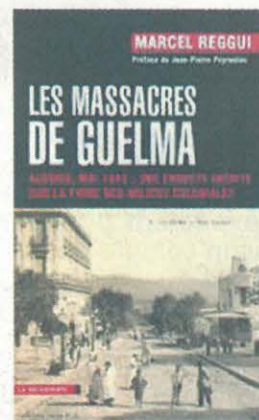
Les massacres de Guelma

Algérie, mai 1945: une enquête inédite sur la furie des milices coloniales. Rédigé en 1946, le document présenté dans ce livre est exceptionnel. Son auteur, Marcel Reggui (1905-1996), un citoyen français d'origine musulmane converti au catholicisme, y retrace - avec des précisions restées inédites à ce jour - les massacres de centaines d'Algériens perpétrés en

mai 1945 dans la petite ville algérienne de Guelma, par des milices de colons français. Ils coûtèrent notamment la vie à la sœur et à deux des frères de Marcel Reggui.

C'est ce qui le conduisit à réaliser «à chaud» une enquête approfondie sur ce drame. Passionnément attaché à la France, professeur de lettres, ami de la revue Esprit, Marcel Reggui écrit ce récit pour que l'histoire de ces tragiques journées de Guelma ne soit pas effacée en France. Mais il ne rendit jamais public son témoignage, déposé chez son ami

l'écrivain Jean Amrouche. R e d é c o u v e r t récemment par son fils, Pierre



Amrouche, ce texte bouleversant enfin ressuscité, accompagné ici de plusieurs documents d'archives en relation avec lui, constitue une pièce essentielle pour

mieux connaître l'une des pages les plus sombres et les plus ambiguës de l'histoire coloniale française.

Selon la revue Esprit, dont l'auteur fut proche: «Le livre de Marcel Reggui offre une source très riche d'analyses et de faits. Il donne aussi à voir comment, dans une période terrible, a pu réagir, sentir, enquêter et écrire un homme qui a réussi à harmoniser ses choix spirituels et sa vie concrète».

Éditions La Découverte, Janvier 2006 Coll. «Cahiers libres» - 192 pages - 16 €

près de vous

Les Sorinières

Bolkestein revient

Sous l'impulsion de Pierre RIOU et d'Alain POINTEAU, le conseil Municipal des Sorinières, commune déclarée HORS AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) depuis juin 2003, a fait connaître son opposition à la nouvelle mouture de la directive «Bolkestein» et a demandé au Président de la République d'intervenir conformément à ses prises de position sur le sujet en 2005.

Saint Joachim

Avis de tempête sur les collectivités

Face à «l'avis de tempête» que représente la Loi de Finances 2006, sur proposition du groupe des élus communistes et républicains, le Conseil municipal de Saint Joachim a voté à l'unanimité un voeu pour une fiscalité locale modernisée «**permettant aux collectivités locales de répondre aux besoins des habitants et de lutter vraiment contre les inégalités**». Il s'agit notamment de taxer de 0,5% les actifs financiers ce qui rapporterait 25 milliards d'Euros, de faire évoluer la Dotation Globale de Fonctionnement dans les mêmes proportions que le Produit Intérieur Brut, de rembourser immédiatement et intégralement la TVA sur les investissements, de réduire les taux d'emprunts et d'alléger les annuités payées par les collectivités.

Trignac,

salle Martin Luter King

La première ardoise

Les élus communistes et républicains de la région nazairienne et de la Brière étaient réunis à Trignac, le vendredi 13 janvier, pour leur désormais traditionnel repas de début d'année. Après qu'Hubert Delahaie, Président des élus communistes et républicains de la CARENE et Christian Saulnier, Maire adjoint à Saint-Nazaire, aient appelé au rassemblement pour s'opposer au projet de bradage des Chantiers navals, s'adressant à la soixantaine de convives rassemblés, le Maire de Trignac, Jean Louis Le Corre a relevé le symbole fort représenté par ce rassemblement convivial, dans une salle dont il posa «la première ardoise» avec les travailleurs de Trélazé alors en lutte pour préserver «leur savoir faire, leur expérience irremplaçable et leur emploi».

Nantes

Francis Wurtz, le 2 février

Meeting contre la directive Bolkestein à 20h30, amphithéâtre Kernéis, faculté de Médecine, rue Gaston Veil.

L'activité

■ PORT AUTONOME

Gilles Bontemps contre le «Bolkestein portuaire»

Lundi 16 janvier 6000 dockers européens défilaient à Strasbourg contre le «Bolkestein portuaire» qui, repoussé par le Parlement Européen en novembre 2003, était remis en selle par la Commission de Bruxelles. Parmi eux, 200 venaient du Port Autonome Nantes Saint-Nazaire totalement paralysé par la grève. Gilles Bontemps, vice-président du Conseil régional des Pays de la Loire, soutenait les manifestants et appelait les parlementaires européens à repousser «vigoureusement» un texte qui se traduirait par une mise en «**concurrence entre les places portuaires et également entre ses salariés**». S'il était adopté, les armateurs pourraient «**développer l'auto assistance, c'est-à-dire ne pas faire appel aux personnels portuaires pour certains navires, ou, plus largement, utiliser des personnels de leur choix faisant fi des qualifications, des professions et des statuts**».



■ COUËRON

Bérylco veut licencier

A Couëron, ville déjà mise en difficulté par le départ de Chantelle, Bérylco qui emploie plus de cent personnes, menace de licencier 38 salariés. L'entreprise qui travaille des métaux composites à base de béryllium et de cuivre et qui fournit notamment l'industrie automobile et l'aérospatiale se plaint d'une chute de ses commandes. Ses clients se fourniraient dans les pays de l'est ou le groupe a décentralisé ou aux Etats-Unis (?) où Bérylco possède des usines et où le prix de vente des produits finis serait moins cher. Accompagnant le Maire de la ville, Michel LUCAS, Maire adjoint délégué à l'emploi, s'est rendu dans l'entreprise investie par les salariés. Ils ont été reçus par l'employeur en même temps qu'une délégation du syndicat CGT. Ils ont demandé un moratoire sur les licenciements et une enquête circonstanciée concernant les achats de la clientèle avant toute prise de décision.

■ CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

Les élus communistes mobilisés

Diffusée à la radio et à la télévision avant même que les salariés soient informés, la déclaration d'intention d'Aker d'acheter, pour une bouchée de pain, les Chantiers de l'Atlantique a fait l'effet d'une bombe. Contrairement à ce que laissent entendre les médias, il faudra plusieurs mois avant que la vente ne soit signée. Roger David, Hubert Delahaie, Marc Justy, Jean Louis Le Corre et Christian Saulnier, mettent ce délai à profit et lancent un appel, diffusé à 20 000 exemplaires sur Saint-Nazaire et La Brière, pour participer à un forum citoyen le vendredi 10 février à 20 heures 30, salon République, à Saint-Nazaire.



■ VERTOU

Vous avez dit solidarité ?

Suite aux conséquences dramatiques de la canicule de l'été 2003, le gouvernement Raffarin avait décidé de supprimer le Lundi de Pentecôte et d'instaurer une «journée de solidarité» pour les personnes âgées et handicapées. Cette journée de solidarité fut un véritable fiasco. Pour 2006, le gouvernement de Villepin a du manœuvrer en recul : la fixation de la journée laissée à l'initiative des entreprises et administrations. Lors du Conseil municipal de Vertou, la majorité de Droite, suivie par les élus PS et Verts, a adopté la «**solution d'un jour pris sur la réduction du temps de travail**» ce qu'ont refusé Michel Gouty et Annie Gouezec qui ont déclaré que «**c'est dans les profits et les actifs financiers qu'il faut puiser pour exercer une véritable solidarité**».

■ LA CHAPELLE SUR ERDRE

Démocratie participative, sport et musique au budget

A l'occasion de la discussion budgétaire, le groupe des élus communistes s'est félicité «**de la ligne budgétaire attribuée à la démocratie participative**». «**Bien que modeste dans son montant**» cette inscription au budget communal leur est apparue comme un premier «message fort» qui permettra de soutenir différentes initiatives portées par les groupes d'animation de quartier. Ils ont également approuvé la réalisation, après une large concertation, du terrain de football synthétique du complexe sportif et le lancement du projet de Tennis couvert à Gesvrine. 2006, finalisera également le projet de restructuration de la restauration. Un plus pour la qualité des repas servis aux scolaires et pour le portage des repas à domicile. Ils ont enfin émis le voeu qu'avec la somme inscrite pour le projet de l'école de musique (150 000 €) La Chapelle sur Erdre se place enfin «**dans une véritable démarche d'accès à l'éducation musicale ouverte à toutes et tous**».

■ NANTES MÉTROPOLÉ

Yann Vince : «valoriser les atouts industriels de l'agglomération»

Lors du dernier Conseil Communautaire, Yann Vince a interpellé les élus de la majorité sur les choix économiques opérés dans une agglomération où «**l'emploi industriel ne pèse plus que 15 % de l'ensemble de l'offre d'emploi**». Soulignant que le développement de l'activité tertiaire ou résidentielle fragilise la structure même de l'emploi puisqu'il s'agit de contrats souvent précaires, l'élu communiste a insisté sur les «atouts» qu'il faut savoir «préserver et développer» et particulièrement le port autonome qui représente pour la Loire Atlantique «**2 400 emplois professionnels et près de 25 000 emplois indirects et induits**». Deuxième atout maître selon Yann Vince «**l'usine Airbus dont il nous faut assurer les conditions du développement, notamment à l'occasion du départ de l'aéroport vers Notre Dame des Landes**».

33^e congrès agissons



pour construire l'avenir

L'AGENDA

26 janvier 2006 : 33^e congrès, assemblée de section de Nantes sur «stratégie et échéances électorales» à la fédération, 41 rue des Olivettes à Nantes.

28 janvier 2006 : 33^e congrès, Assemblée générale de la section de St-Nazaire (après-midi), Maison des Sports à Saint-Nazaire.

30 janvier 2006 : Forum public «quel contenu politique pour la gauche ?», 20h30, complexe polyvalent à Savenay.

30 janvier 2006 : Humacafé sur le thème «une politique régionale pour le service public d'éducation ?» avec Bernard Violain Président de la commission éducation et enseignement supérieur du Conseil Régional des Pays de Loire, 18h salon Musique au Lieu Unique à Nantes.

2 février 2006 : Meeting unitaire contre la Directive Bolkenstein, 20h30 Faculté de Médecine (rue Gaston Veil) à Nantes avec Francis Wurtz, député européen PCF ; P. Khalfa, syndicaliste Union Syndicale Solidaires ; G. Durand, Confédération Paysanne.

2 février 2006 : 33^e congrès, assemblée de section de Nantes sur le «Parti et Statuts» à la fédération, 41 rue des Olivettes à Nantes.

3 février 2006 : banquet de la Fédération du PCF à 19h, salle de l'Estuaire à Couëron.

7 février 2006 : 33^e congrès, assemblée des communistes de Bouguenais à 20h salle du 8 mai à Bouguenais.

10 février 2006 : forum public «navale et filière maritime» 20h30 au salon République à St-Nazaire.

11 février 2006 : manifestation contre la directive Bolkenstein 15h place du Commerce à Nantes.

Je, tu, il, elle

Utilité du parti et candidature communiste [Extrait] Daniel LEROY Cheminot communiste de NANTES

La défaite cuisante du Parti Socialiste en 2002, l'engagement de tous les communistes avec leur parti dans la bataille contre l'adoption de la Constitution Européenne, la victoire du NON le 29 mai dernier, la justesse de nos propositions, la clarté dans les débats, ont amené l'électorat à réviser sa position sur l'utilité du Parti Communiste ; même s'ils n'adhèrent que partiellement à nos idées, un certain nombre de français considèrent aujourd'hui le Parti comme seule force d'opposition capable d'apporter des solutions alternatives. Un Parti plus ouvert, plus démocratique a l'écoute et force de propositions réalistes appli-

Dépassement du capitalisme et dimension contemporaine

Martine RITZ Section de Nantes [Extrait]

Le capitalisme contemporain, c'est aussi, une puissante dialectique et la volonté de vider les concepts de leur sens. Ainsi l'anodin glissement de la notion de dominés /dominants à la notion d'inclus /exclus est révélateur d'une manœuvre idéologique sournoise et efficace. En effet, lorsque l'on se pense dominés, on peut accéder à l'idée de lutte et de libération, mais lorsqu'on se pense exclus, on a avant tout pour but de s'inclure, sans remettre obligatoirement en question ce dans quoi on va s'inclure. On n'est plus victime d'un système, on devient individuellement responsable de sa situation : le chômeur, exclu du monde du travail, n'a qu'à se donner les moyens du

Changer la vie avec le peuple [Extrait]

Pierre Riou, les Sorinières

Au moment des grandes avancées sociales du Front populaire, (les congés payés, les 40 heures), à la Libération (la sécurité sociale, le statut EDF, GDF, le statut des fonctionnaires), en mai 1968 (SMIC augmenté de 35%, les droits syndicaux à l'entreprise), malgré ces avancées importantes, le capitalisme n'a pas été supprimé, mais il a pris du recul pour mieux avancer plus tard. Il nous faut donc créer le rapport de force pour donner une autre orientation, une visée qui donne à vivre dignement et durablement, il nous faut faire comprendre au peuple que les acquis gagnés à vivre dignement seront garantis à condition de ne pas laisser le rapport de force au patronat. Faire croire que nous pourrions abolir le capitalisme pour le rem-

placer tout de suite et durables. Une société comme la nôtre peut-elle se passer d'une force politique comme le Parti Communiste ? Pour ma part, dans le cadre de l'élection présidentielle de 2007, une candidature communiste au 1^{er} tour. Quant à la perspective de soutenir un candidat unique regroupant les différentes composantes de la gauche au 2^e tour de l'élection, il me paraît évident que ce soutien ne pourra se faire, que sur un programme clair proposant une véritable alternative politique afin de rompre avec la spirale infernale du libéralisme.

«retour à l'emploi», le «jeune des quartiers» n'a qu'à bien travailler à l'école et il sera intégré ! Dans la logique idéologique libérale, les SDF meurent de froid et non de la misère ! Et l'Europe forteresse également de s'auto justifier : les sans-papiers -comme des sans foi, ni loi- peuvent bien venir mourir au pied des murs et des barbelés, puisqu'on ne peut pas accueillir au «dedans» toute la misère du «dehors» ! De là à croire que pour rester inclus, il suffit d'avoir du «mérite et du talent», il n'y a plus qu'un pas, rapide à franchir ! Et quand la morale médiatique remplace la politique, la démocratie recule.

placer par un socialisme ou un communiste d'un coup de baguette magique est pour moi une utopie ; car dans un monde idéal, il y aura toujours des gens qui seront au gué pour profiter d'une situation personnelle.

Tout se résume à faire vivre dans l'entreprise, dans les quartiers une activité communisme avec les collègues, la famille, les voisins. Nous sommes face à un capitalisme sauvage qui détient les médias, la presse, nous vivons dans une dictature de l'information.

Il nous faut et faudra toujours maintenir un rapport de force, maintenir la prise de pouvoir par les gens eux-mêmes, pour conserver une vie à vivre dignement.

contribuent au débat...

La question du moment...

UNE BASE COMMUNE DE DISCUSSION A CHOISIR

Le 33^e congrès du PCF va devoir accomplir des choix d'orientation majeurs. La première étape consiste à adopter la «base commune», texte commun à tous les communistes à partir duquel nous ferons nos choix d'orientation. C'est le sens du vote auquel tous les adhérent(e)s sont conviés les 3 et 4 février prochains. Ce choix devra se faire entre plusieurs textes :

- le projet de base commune adopté majoritairement par le conseil national de notre parti, comprenant les textes suivants : visée communiste - monde - programme - stratégie - parti.

Comme nos statuts le permettent, plusieurs textes alternatifs ont par ailleurs été proposés par des groupes de plus de 200 communistes :

- une proposition visant à remplacer deux des textes de la base commune du CN, concernant la visée communiste et la stratégie du Parti
- un texte intitulé «colère et espoir»

- un troisième «fier(e)s d'être communistes»
- et un dernier «remettons le PCF sur les rails de la lutte des classes»

Tous les militants communistes ont reçu à leur domicile l'intégralité de ces textes et un bulletin de vote dans «Transparence - La Lettre Communistes», bulletin national destiné à tous les adhérent(e)s.

Pour les aider à s'appropriier ces documents et à mieux saisir les enjeux de ce congrès, il leur a été adressé par notre fédération un numéro spécial de «Liaison Infos 44» comprenant une «grille de lecture» présentant les extraits principaux des différents textes sur 9 grandes questions résumant les enjeux du congrès.

A l'issue du vote des 3 et 4 février, s'engagera l'ultime phase de préparation du congrès avec la discussion sur les améliorations, les amendements et la réunion des différentes instances de décision : l'assemblée générale des sections, la conférence départementale et le congrès national.

**La commission
départementale de transparence**

Vite lu...

Modalités du vote des 3-4 février

Le scrutin est ouvert à tous les adhérent(e)s du PCF au 31/12/2005, les vendredi 3 et samedi 4 février de 9h à 17h sous la responsabilité de la commission départementale de transparence animée par Jean-Yves Martin. 4 possibilités de vote sont mises à la disposition des militants :

• par courrier à l'aide d'enveloppes retour (les votes devront être parvenus pour le samedi 4 dernier délai)

• dans les locaux du parti où sont installés des bureaux de vote (sections de Nantes, de Saint-Nazaire et de Rezé Sud Loire et au siège de la fédération),

• par courriel (mail) en utilisant le bulletin de vote figurant sur le site www.pcf-44.com et en l'adressant à pcf44@wanadoo.fr

• ou par procuration en remettant son vote sous pli à un(e) militant(e), animateur de la vie du parti. Tous les militants peuvent assister/participer au dépouillement des votes, dans les sections, à la fédération.